
Églises, évêques et princes à Angers du v^e au début du xⁱ^e siècle

Sébastien Legros



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3332>

DOI : 10.4000/abpo.3332

ISBN : 978-2-7535-5185-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 28 juillet 2016

ISBN : 978-2-7535-5183-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Sébastien Legros, « *Églises, évêques et princes à Angers du v^e au début du xⁱ^e siècle* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 123-2 | 2016, mis en ligne le 28 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3332>

© Presses universitaires de Rennes

JAROUSSEAU, Guy, *Églises, évêques et princes à Angers du v^e au début du xi^e siècle*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2015, 485 p., 30 €.

Si l'Église d'Angers nous est relativement bien connue pour la période centrale du Moyen Âge par l'entremise des travaux de J. Avril, J.-M. Bienvenu ou, plus récemment J.-H. Foulon, ses débuts tardo-antique et alto-médiéval sont plus obscurs, nonobstant quelques travaux ponctuels comme ceux de J. Boussard ou S. Fanning. C'est cette lacune que Guy Jarousseau vient combler, à travers un ouvrage solide de près de 500 pages comprenant une vingtaine d'annexes (actes, tableaux, cartes, généalogies) et un index. Cet ouvrage, qui constitue la version remaniée d'une thèse de doctorat soutenue en 2004, embrasse largement la question des premiers temps de l'épiscopat angevin, du v^e au tout début du xi^e siècle. Pour l'auteur il ne s'agit pas seulement d'explorer ce que recouvre alors la notion d'épiscopat, mais d'observer les relations que l'évêque d'Angers entretient avec sa propre Église, ses clercs et plus généralement les églises de la ville d'Angers et, en premier lieu, avec l'église Saint-Aubin. Le propos entraîne résolument l'auteur à assumer le « problème des origines », et trois problématiques orientent ainsi son enquête : quelle a été l'influence du modèle martinien en Anjou ? Comment la puissance de l'église Saint-Aubin s'est-elle constituée ? Quelles relations l'évêque d'Angers a-t-il entretenu avec les communautés ecclésiastiques locales et régionales, avec les princes et, surtout, avec les rois.

L'enquête est construite de façon strictement chronologique, dans une démarche qui fait la part belle à la documentation diplomatique, mais qui s'appuie aussi utilement sur d'autres ressources documentaires : ponctuellement archéologiques (en début d'étude, pour situer les premières églises d'Angers), et plus fréquemment liturgiques, hagiographiques ou narratives. La combinaison de ces ressources se révèle particulièrement féconde sur certains points clefs de la démonstration, par exemple au sujet du caractère royal de la fondation de l'église Saint-Aubin.

La première partie s'intéresse spécialement à cette question, l'auteur centrant son propos sur l'église de l'évêque saint Aubin et la cité d'Angers aux v^e-vii^e siècles. Il propose un tour d'horizon des églises d'Angers avant la construction de la basilique Saint-Aubin et analyse l'ensemble composé de l'*ecclesia* (initialement désignée sans dédicace, celle-ci n'apparaissant qu'à la fin du viii^e siècle), de la *domus episcopi* et de la *domus ecclesiae*. Il montre la distinction à opérer entre ces différentes structures, et s'attache à définir la *domus ecclesiae*, souvent confondue avec celle de l'évêque, comme l'ensemble des bâtiments collectifs rattachés à l'église cathédrale, destinés à l'administration du patrimoine épiscopal et où l'évêque vit avec les clercs (p. 35-47). Plusieurs églises suburbaines sont localisées (p. 48-60), près du rempart gallo-romain (l'église Saint-Martin, attestée dès le v^e siècle, l'église Saint-Pierre, l'église Saint-Maurille) ou de la voie publique située outre Maine (église Sainte-Marie). Mais c'est évidemment la basilique Saint-Aubin qui retient ici toute l'attention. S'attelant à la question de sa fondation, l'auteur réévalue les principales pièces d'un dossier borné par le récit composé à la fin du vi^e siècle par Fortunat dans la *Vita* qu'il a consacrée à l'évêque Aubin (mort lui-même vers 550) et par la charte de l'évêque Néfingues, en 972, dans lequel celui-ci confirme les privilèges de l'église Saint-Aubin (spécialement pour la consécration de tout nouvel évêque d'Angers). Cette charte, qui s'insère dans le contexte de la réforme de l'abbaye à la fin du x^e siècle, est l'occasion pour l'évêque de fonder la prééminence de l'église Saint-Aubin par le caractère royal de sa fondation, jadis opérée par l'évêque de Paris, Germain, selon « la volonté et l'imperium du roi Childebert » (p. 321). Plusieurs arguments plaident en faveur de cette présentation, même si l'auteur se garde de toute affirmation définitive. D'abord le récit de Fortunat, qui est composé à la demande de l'évêque d'Angers

Domitien, lui-même impliqué dans le milieu épiscopal parisien à la fin du règne de Childebert 1^{er} (p. 69). Ensuite la mention d'une *senior ecclesia* dans les formules d'Angers, en 578-579 : remarquant la correspondance entre cette mention et une précision relative au calendrier liturgique (à la date du 1^{er} mars, jour de la fête de saint Aubin), l'auteur montre qu'elle doit s'appliquer non à l'église cathédrale mais à l'église Saint-Aubin (p. 81-84). Enfin parce que la consécration de l'évêque dans l'église Saint-Aubin renvoie sans doute à un canon du concile d'Orléans de 549 qui reconnaît que l'*ordinatio* d'un évêque ne peut se faire sans la volonté du roi (p. 85). L'auteur enchaîne ensuite sur le devenir de l'église au VII^e siècle. Le testament de l'évêque du Mans Bertrand, rédigé en 616, suggère la présence de ce que l'auteur appelle « un abbé de basilique » et atteste de l'existence d'un patrimoine propre à Saint-Aubin (p. 90-91). Quel était alors le statut des clercs qui desservaient l'église ? La *Vita Magnobodi*, dont l'auteur réévalue la datation, lui permet d'envisager l'introduction de la norme monastique durant l'épiscopat de Maimbœuf (entre 609/610 et 650-660), sans doute dans le contexte de la décision de la reine Mathilde d'introduire l'ordre régulier dans toute les *seniores basilicae* (p. 99).

Voilà qui ramène l'ouvrage à sa thèse : la deuxième partie vient ainsi largement confirmer l'ampleur des liens entre le pouvoir royal, l'église Saint-Aubin et l'évêque d'Angers, durant la période carolingienne. L'auteur s'efforce ici de distinguer le cas de Saint-Aubin de celui de l'évêque d'Angers. L'abbaye Saint-Aubin s'impose clairement comme un pôle de l'influence royale : dès le début de son règne, Charlemagne distingue Saint-Aubin comme « *ecclesia peculiaris patronus nostri* » (p. 121), façon pour lui de souligner son attachement à Angers, sa dévotion à saint Aubin (dont l'auteur montre l'extension du culte au cœur de l'Australie dès le début du VIII^e siècle) et une continuité avec ses prédécesseurs pippinides et mérovingiens. La période est toutefois marquée par une transformation dans le régime abbatial : un acte de Charlemagne de 769 atteste l'introduction à Saint-Aubin d'un régime canonial et d'un abbé séculier. (p. 129). Si l'on ignore le rôle des évêques d'Angers dans les entreprises réformatrices de Charlemagne, on peut toutefois le supposer à travers l'apparition de la dédicace de la cathédrale à Saint-Maurice : l'auteur souligne la coïncidence entre l'avènement de cette dédicace et celle des Pippinides et suppose qu'elle est peut-être liée à la réforme de la liturgie stationnale à partir des années 750-757 (p. 115). L'implication réformatrice des évêques d'Angers s'éclaire plus nettement avec Louis le Pieux. L'auteur explore les actions des évêques Benoît (mort au plus tard en 828) et Dodon (837-880). Le premier cité, Benoît, dont le « nom est tout un programme » (p. 135), est connu à travers quatre actes qui soulignent son engagement réformateur. L'auteur s'emploie notamment à analyser le diplôme d'immunité du 23 octobre 816, remis à la demande de l'évêque, en faveur de l'église d'Angers, et souligne l'utilisation d'un vocabulaire qui renvoie explicitement au texte réformateur du concile réuni à Aix-la-Chapelle en août de la même année (p. 135-136). S'intéressant ensuite au passage de Louis à Angers en 818, à l'occasion d'une campagne contre les Bretons, il montre que le « palais d'Angers » alors mentionné dans un diplôme, coïncide avec l'abbaye Saint-Aubin où le roi a été reçu par l'abbé Héliasachar. L'évocation de cet abbé, « *famulus amatus* » de Louis, qui fut aussi son chancelier, est une des belles pièces biographiques de l'ouvrage (conduite en deux temps, p. 152 *sq.* puis p. 174 *sq.*) : ses fonctions politiques (il participe à la campagne de 824 contre les Bretons et approvisionne l'ost royal, mène la tâche d'un *missus* en Espagne en 827 puis dans le Maine en 833-834) se doublent d'un engagement religieux que l'auteur met en lumière de manière inédite. Il s'appuie sur la *Vita Benedicti abbatis Anianensis et Indensis auctore Ardone* pour montrer qu'il fut l'ami le plus proche de Benoît d'Aniane et fait l'hypothèse qu'il a joué un rôle dans l'élaboration des réglementations du concile d'Aix en 816 que sa chancellerie a amplement diffusées (p. 180-181). Il retrouve également trace de son action dans le

domaine liturgique (p. 183) et, *in fine*, fait de lui un acteur essentiel du dynamisme des collégiales angevines au IX^e siècle (Saint-Saturnin, future collégiale Saint-Maimbœuf, Saint-Jean-Baptiste et évidemment Saint-Aubin, évoquées p. 156-185). L'épiscopat de Dodon (837-880), qui marque la fin du règne de Louis le Pieux et traverse celui de Charles le Chauve, inaugure une période plus complexe et, pour tout dire, nettement moins florissante. Plusieurs actes obtenus par l'évêque, en 848 et 872, soulignent ses efforts pour maintenir et protéger le patrimoine de son église, mais la comparaison des listes des biens épiscopaux montrent que des usurpations sont intervenues (p. 205). L'évêque a certainement cherché à les compenser par des donations (à Juigné, par exemple, en 872, à un moment où Dodon a dû fuir Angers, occupée par les Normands). Jusqu'en 853, le roi Charles le Chauve a pu s'appuyer sur cet évêque énergique dont l'auteur montre les liens multiples avec les Rorgonides (p. 211-215) : à cette date, il lui confie, avec d'autres, la charge du *missaticum* centré sur le *ducatus Cenomanicus*, composé de l'Anjou, du Maine, de la Touraine, du Corbonnais et du pays de Sées. Au Mans, Charles doit toutefois jouer avec d'autres acteurs, qui changent au gré des recompositions territoriales consécutives aux menées bretonnes que l'auteur analyse incidemment (p. 209, 217, 227). Dans ce contexte mouvant, l'enquête montre comment les collégiales angevines ont alors toutes été attribuées à un abbé laïc (et ont conséquemment adopté le régime des menses pour préserver une part du patrimoine face à ces abbés séculiers). L'auteur s'arrête spécialement sur les relations de Charles avec les princes bretons : il montre que l'abbatiate de Saint-Serge est sans doute revenu à Erispoë dès 851 (p. 217-218) – il procède alors à la translation des reliques de saint Brieuc à Saint-Serge – puis celui de Saint-Aubin à Salomon à partir de 863 (p. 226).

La mort de Dodon ouvre la dernière séquence de l'ouvrage : évêques d'Angers et *princeps*. Toute cette partie explore l'effacement du pouvoir royal et, *a contrario*, l'intervention continuellement renouvelée des princes dans le devenir des églises angevines. La succession de Dodon, remplacé par l'évêque Rainon en 880, est d'abord l'occasion de supposer le rôle déterminant d'Alain le Grand, en tant qu'abbé de Saint-Aubin, dans la désignation du nouvel évêque (p. 249 et 253). C'est une rupture : cette succession marque l'intrusion du pouvoir des princes dans le devenir des églises angevines. Rupture aussi, vers la même époque (entre 892 et 895), avec l'introduction du régime des menses dans l'église cathédrale Saint-Maurice, qui marque la fin d'un idéal de vie commune entre l'évêque et ses clercs (p. 266). Cet évêque inaugure aussi l'influence grandissante de la collégiale Saint-Martin de Tours (dont Rainon fut un chanoine) à Angers et, à travers elle, des Robertiens (p. 253) : l'approche prosopographique des quatre évêques suivants, Rothardus, Herveus, Rainaldus et Aimoin permet à l'auteur d'évaluer leur proximité avec la collégiale tourangelles en travaillant une documentation alors nettement plus réduite (p. 275-283). De même, l'implication de Foulques le Roux, vicomte (924) puis comte *juvenis* (929) et finalement comte d'Angers (940-941), dans le milieu tourangeau est démontrée (p. 285-286). Avec l'évêque Néfinques (948/954-973) la documentation reste rare (six chartes), mais des sources indirectes permettent de reconnaître en lui un prévôt (puis doyen) de Saint-Martin de Tours. Le maintien de ses liens avec Tours est diversement attesté, par l'obituaire de la collégiale et par sa dévotion à saint Maurille (ancien évêque angevin et compagnon de saint Martin), dont il a transporté les reliques dans la basilique suburbaine d'Angers qui lui est consacrée. Son action religieuse s'opère également en direction de Saint-Aubin, où il a soutenu le rétablissement du régime monastique, souhaité par le comte Geoffroy Grisegonelle (p. 309) certainement conjointement avec le roi Lothaire (p. 322). C'est d'ailleurs Néfinques qui, dans cet acte déjà évoqué de 972, rappelle que les origines royales de l'abbaye fondent le privilège dont elle dispose d'accueillir la consécration des évêques d'Angers. À la croisée des influences royales et princières (celle du comte d'Anjou, celle des Robertiens à Tours), l'épiscopat de

Néfinques est finalement caractéristique de ce « type d'évêque sous l'emprise du pouvoir laïc » (p. 323). C'est là que s'ouvre le dernier chapitre de l'ouvrage, consacré à l'épiscopat de Renaud (973-1005) : l'auteur lui consacre près de cent pages, tant l'envergure du personnage est notable. À première vue, Renaud recoupe le verdict relatif à son prédécesseur : ce probable (?) ancien doyen de Saint-Martin de Tours (l'auteur apporte des remarques convaincantes à l'appui de l'hypothèse, p. 329-331) obtint son épiscopat au terme d'un arrangement entre son père, le vicomte Renaud, et le comte Geoffroy Grisegonelle. Il a longtemps entretenu les meilleurs rapports avec le comte, accompagnant vraisemblablement par sa présence le droit d'intervention comtale dans le choix de l'abbé de Saint-Aubin (p. 343). Mais l'analyse très fine des différentes chartes d'élection (l'auteur compare les actes relatifs aux abbés Gontier, Renaud, Girard puis Humbert) montre aussi qu'il a su, par sa présence, garantir une « combinaison pragmatique » entre le droit du comte et celui des moines et ménager pour ceux-ci « une certaine liberté d'expression » (p. 352). C'est à partir de là que se révèle la dimension éminemment politique et religieuse du personnage. L'analyse de ses activités judiciaires, dans le cadre de trois jugements impliquant l'abbaye Saint-Florent de Saumur, montre ainsi son souci répété de protéger les terres du monastère (p. 365). Il fera de même avec les droits de l'église cathédrale, dont il obtient du comte Foulques Nerra la pleine restauration dans une charte du 17 janvier 1000 (p. 382). L'étude de la restauration de l'abbaye Saint-Serge d'Angers, vers 1001 (p. 373), et de la *cella* Saint-Maurille de Châlons (p. 378 *sq.*) confirme parallèlement son souci d'appuyer la réforme monastique ; dans chacun des deux cas, le patrimoine abbatial est constitutif de la seigneurie épiscopale. Mis bout à bout, ces différents actes finissent par faire une forme de programme qui culmine dans un acte, que l'auteur date entre le 12 septembre et le 24 octobre 1001, qui marque une rupture brutale avec le comte : dans un texte où il reconnaît les conditions simoniaques de son élection pour les dénoncer, il restitue aux chanoines (ses « frères ») les biens qui avaient appartenu en propre à l'*episcopatus*. Renaud cherche ainsi « à donner aux différentes composantes de son Église les moyens d'une indépendance politique vis-à-vis du pouvoir comtal » (p. 387), ce que Foulques Nerra ne pouvait évidemment tolérer. Débouté dans le procès qui suivra, le comte prendra sa revanche après la mort de Renaud, en s'arrangeant avec le nouvel évêque, Hubert de Vendôme. L'étude s'achève sur cet épiscopat pour le moins remarquable, qui marque la tentative de l'évêque de faire pièce au pouvoir comtal par la fondation d'une principauté ecclésiastique. Et c'est au cours d'un pèlerinage vers Jérusalem, ultime acte de repentance de son accession simoniaque, que Renaud meurt, le 12 juin 1005.

L'ouvrage de G. Jarousseau impressionne par la qualité des analyses diplomatiques : l'exigence méthodologique qui accompagne la lecture de chacun des actes, leur critique rigoureuse, l'attention constante au vocabulaire et l'effort systématique pour le contextualiser sont exemplaires. L'architecture globale de l'ouvrage est ainsi largement déterminée par l'enchaînement chronologique des actes, au risque toutefois de rendre la lecture exigeante car répétitive, d'une charte à une autre et d'une église à une autre (la densité typographique du texte, sur cinq cents pages, compliquant d'ailleurs la tâche). Fort heureusement, les présentations biographiques viennent régulièrement interrompre ce parcours diplomatique, introduire une dimension de récit au propos, tout en lui donnant de la chair : on soulignera spécialement les études de l'abbé-chancelier Héliaschar et de l'évêque Renaud (dont le retournement, vers 1001, reste étonnant). À travers eux, c'est la gageure du récit biographique qui se pose à l'historien des époques reculées et souvent pauvrement documentées du haut Moyen Âge.

Sébastien LEGROS